

# REUNION PUBLIQUE DU 18 SEPTEMBRE 2020

## Thématiques « Attractivité et accueil ».

-----

La réunion publique de ce soir se tient en présence de Bernard Farinelli, invité pour être le grand témoin de la thématique « attractivité et accueil ».

Ancien Directeur Général Adjoint des services du Conseil départemental du Puy-de-Dôme, acteur clef d'Agrilocal, écrivain et auteur de nombreux essais, il est spécialiste du développement local et de la permaculture, coprésident de l'association 3B (Bocage Bouchure Bourbonnais). Il est notamment l'auteur de « l'économie au quotidien », « campagnes : l'alternative ? » ou encore « l'écologiste : revivre à la campagne »...

Le contexte de l'élection et de Guéret 2020 est rappelé à l'assistance (voir réunion du 25 juin). La méthode de travail collectif et « coconstruit » est également rappelée afin que tout le monde participe et s'investisse dans un programme communal d'intérêt collectif, afin que tout le monde s'approprie le projet, afin que tout le monde le répercute et le fasse vivre...

En évoquant l'accueil de nouvelles populations l'intervenant pose d'emblée la question cruciale : « **quelles cibles ?** », sous-entendu, quelles personnes veut-on faire venir sur Guéret. Sont-ce des actifs, de la matière grise, des actifs seulement, ou une économie davantage résidentielle avec notamment des retraités (qui ne sont pas actifs au sens juridique et professionnel mais dont on sait combien ils comptent sur le développement d'un territoire, son économie, sa vie associative), voire un « mix » des deux, etc. ?

Bien définir la cible, c'est avant partir du principe que notre territoire, comme tous les territoires ruraux, possède des **atouts**. La qualité de vie existe, en termes d'habitat, mais c'est un mot valise, on ne sait pas toujours ce que l'on met dedans et il convient de se souvenir de ce que cela implique. Qualifier la qualité de vie revient à se demander si cela évoque la proximité, les relations humaines dont le monde associatif est un vecteur clef, le foncier et l'habitat, la qualité des ressources et de l'environnement, une situation urbaine « bien placée » près de la mer, près de la montagne, à la campagne, la qualité des filières existant sur place, etc.

Monsieur Farinelli évoque la manière de quantifier la richesse d'un territoire. Il existe l'indice de bonheur brut qui devrait être pris en compte plutôt que le

Produit Intérieur brut sur lequel on est toujours perdants quand on est un territoire rural. Voir l'économiste Jean Gadré et le *bonheur national brut*.

La paupérisation des villes centres est évoquée et, plus que cette paupérisation, la tendance actuelle vers des métropoles qui créent certes de la richesse mais qui éliminent les populations les plus faibles, qui créent le décalage entre les gens aisés, qui réussissent, qui ont confiance, et les autres. Les territoires ruraux en pâtissent qui deviendraient des zones « récréatives » si l'on n'y prenait garde.

En réalité, les métropoles pourraient vite devenir invivables, souffrir du changement climatique, de l'atteinte à la nature et à la biodiversité : sur ces sujets, notons toutefois que les réflexions urbaines sont en avance par rapport aux territoires ruraux mais *in fine*, les métropoles ne créent qu'une richesse assez factice et de court terme. La ruralité a donc bel et bien des espoirs à susciter ou à faire renaître, c'est une certitude.

**La ruralité est un projet.** C'est un avenir dès lors qu'on est en capacité de créer un projet alternatif, intelligent, où l'on valorise nos richesses locales, nos savoir-faire, en tenant compte du changement climatique et de la transition écologique.

L'intervenant précise que l'on va rétorquer à cela l'éternelle rhétorique du « c'est bobo ». « Et alors ? » demande-t-il. Ce genre de terme convenu et de fin de non-recevoir qui est aussi une paresse intellectuelle doit-il empêcher la réflexion, freiner les projets locaux ? Evidemment pas.

Il y a un avenir, c'est entendu, mais il faut intégrer la volonté de valoriser le territoire. L'exemple de la Corse est cité à ce titre. Elle a changé son image par la culture, par la langue, par le tourisme, par la culture d'**une identité propre**. Un gain de population en a découlé, des mariages « mixtes » se sont opérés, un renouvellement salubre a eu lieu.

La Creuse et le Grand Guéret / ville de Guéret peuvent et doivent valoriser leur identité (promotion du paysage, labellisation de produits locaux, valorisation des circuits courts, etc.). Le « **retour au pays** » ne doit jamais être une image d'échec mais bien au contraire la **promotion d'une recherche de la qualité de vie et du dynamisme local, c'est une valorisation et pas un échec**.

Notons toutefois que le local doit être défini également. Le local c'est « où je suis ». Habiter, ce n'est pas être de passage, c'est s'installer dans le lieu où l'on prend ses habitudes, où on s'enracine, où l'on va faire de la politique, participer au projet, être acteur. Ce n'est même pas la même chose que simplement « loger » quelque part. Le local, en soi, n'a pas de sens. Au mieux, si l'on devait donner une définition, le local c'est « ce qui part de moi et qui, à pied,

m'emmène jusqu'à vingt kilomètres alentour ». C'est toutefois une définition quelque peu artificielle et variable selon l'appréhension de chacun.

Quelle méthodologie de projet doit-on déployer pour rendre le territoire désirable » ? Avec qui ? Comment ? Quand on dit « il n'y a pas de médecin », « j'ai pas ceci, j'ai pas cela », sans doute faudrait-il inverser les choses et dire ce que l'on a, ce dont on dispose déjà. De la même manière, arrêtons avec le « il n'y a pas de travail ici » car primo des emplois ne sont pas pourvus partout, secundo il y a de véritables gisements sur nos filières, faut-il encore les valoriser, nous y reviendrons (bois, maraîchage bio, viande, fruits, etc.).

C'est tout un mode de pensée à déconstruire pour (re)construire une image d'accueil fécond, d'attractivité, pour montrer ce que l'on a à proposer, pour « casser » la logique du « les jeunes ne peuvent pas vivre ici », etc. Proposer de l'emploi est la première solution à bien des soucis en la matière.

Demain, il faut en outre prendre en considération que compte tenu, notamment, du phénomène climatique, il y aura des **migrations majeures à anticiper**. Comment se prépare-t-on à tout cela. Des gens devront « trouver refuge » comment les accueille-t-on et les reçoit-on sans peur de l'étranger mais au contraire dans un cadre méthodologique à créer qui soit celui, une fois de plus, de la valorisation de nos atouts et de la valorisation connexe des populations qui viennent s'installer « chez nous », quelles qu'elles soient.

Il ne s'agit aucunement de dire que l'on est formidables mais, selon l'intervenant, de ne pas cacher nos handicaps ; de ne pas s'enterrer tout en connaissant nos atouts et nos limites. Savoir ce que l'on a « à vendre » et le promouvoir, communiquer autour de cela. Une **politique d'accueil**, cela se construit et c'est toute l'idée de la méthodologie. Cette méthodologie existe, accueillir ce n'est pas si difficile mais il faut surtout une **volonté politique**...

A l'heure où de moins en moins de citoyens croient encore à la politique comme vecteur de changement du monde, il est temps de « changer les outils », d'asseoir la démocratie participative, l'apprentissage, de valoriser nos richesses.

Les **outils méthodologiques** dont on parle sont notamment : **le télétravail et les plateformes numériques et collaboratives, l'autonomie alimentaire, l'autonomie énergétique, l'économie de proximité et l'économie sociale et solidaire, les alternatives au « tout productivisme », l'échange citoyen et la participation, les financements participatifs, le dialogue et la discussion, l'écotourisme, la formation. Ce ne sont pas simplement des catalogues de projets sans suite mais la promotion de l'idée que l'on va vivre, en s'installant ici, une expérience que l'on ne vit pas ailleurs. Plus que la seule**

**logique d'installation, c'est bel et bien ce qui permettra de s'enraciner, de « faire souche », de rester ici plutôt qu'ailleurs.**

Les échanges avec la salle, riches et nourris, posent maintes questions.

Quid des **filières** ? Peut-on créer des « portes d'entrée » *via* les filières (vieillesse, agriculture locale, etc.) qui sont les nôtres ? A l'heure où le Conseil départemental a abandonné la plateforme Agrilocal, éminent paradoxe sur un territoire rural, il est temps de repenser effectivement ces filières. On n'a pas de label IGP, pratiquement pas de produits agricoles labellisés (la Dordogne a compté jusqu'à 17 filières locales comme la noix, la châtaigne, le porc, le dindon, la truffe, etc.) et il y aurait là tout à la fois une façon de promouvoir notre excellence locale, osons le mot, tout en redonnant confiance en eux à des Creusois qui, trop souvent doutent et se dévalorisent.

Il est également proposé une « bourse à l'installation », une aide financière. L'idée peut être discutée mais on pourrait lui préférer une manifestation type « foire aux alternatives / foire à l'installation ».

Dans le droit fil des filières, la question du maraîchage est posée à nouveau. L'**agriculture urbaine** peut et doit être promue, une dotation spécifique peut même être envisagée si l'on n'est pas sur des productions « hors-sol » ne correspondant pas au territoire.

Le concept de ville agricole DOIT être mis en place sur Guéret qui correspond parfaitement au modèle de territoire en transition, adapté à cet effet. « Stop à la reproduction de modèles agricoles dépassés, de paysages « enlevés » et « massacrés », il y a d'autres manières de travailler. Les paysans doivent par ailleurs être les premiers acteurs de la valorisation de leurs produits qu'ils doivent davantage venir vendre à la ville, laquelle peut être une vitrine de leurs productions.

Parmi les propositions qui émanent de la salle, notons en outre des idées innovantes ou « différentes » telles :

- davantage de récupérateurs d'eau, notamment sur les bâtiments municipaux, sur les toits (toitures à végétaliser par ailleurs), promouvoir l'arrosage raisonné (notamment *via* les *eaux grises* qui sont des eaux usées domestiques faiblement polluées (évacuation d'une douche ou d'un lavabo) et pouvant être utilisées pour des tâches ne nécessitant pas une eau absolument propre), etc.

- interdire les cirques sur la ville lorsque ceux-ci utilisent des animaux dans leurs ménageries.

- L'expérience de la CAF 23 – ce sujet étant cité par ailleurs lors d'une autre réunion publique – qui traite les dossiers des grandes villes est évoquée pour montrer que l'on peut aussi traiter sur notre territoire des dossiers « d'ailleurs », cela relève de l'intelligence et de l'adaptabilité locale.

- communiquer davantage mais différemment sur l'eau et les alternatives dans la manière de consommer cette ressource (promotion désastreuse des bouteilles en plastique faite cet été dont on a parlé partout en France).

Une personne de l'assistance rappelle qu'il est temps d'en finir avec le mythe de l'installation d'une usine de trois cents employés. L'avis général est bien celui-ci, les vieilles lunes ont vécu, il est temps de faire de la politique autrement...